



GLOBAL COMMUNICATIONS

ABC

NEWS

LETTER

#01

AOÛT 2024



DANS CE NUMERO

- Editorial
- Rapports et analyses
- Performance d'audience des plateformes web
- Activités et projets à venir



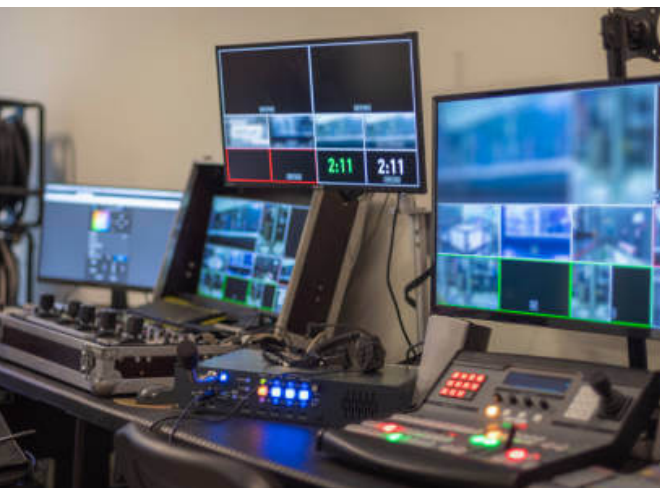
Par Charles Antoine Bambara
Président

Editorial: Exploiter l'expertise multidisciplinaire pour un impact inégalé en Afrique et au-delà

ABC Global Communications est une agence de communication internationale avec un fort ancrage sur l'Afrique, notamment avec des spécialistes africains ou ayant une solide connaissance de l'Afrique.

Activités clés

- Communication stratégique et conseil
- Campagnes de sensibilisation et plaidoyer – Diplomatie et lobbying
- Renforcer les capacités professionnelles en média et communication
- Rapports sur les réseaux sociaux et analyse de la désinformation
- Animation de conférences et prise de parole en public
- Photojournalisme et exposition photos
- Communication pour les entreprises et les institutions
- Relecture et traduction





ABC Global Communications: Exploiter l'expertise multidisciplinaire pour un impact inégalé en Afrique et au-delà

ABC Global Communications est une agence de communication internationale avec un fort ancrage sur l'Afrique, notamment avec des spécialistes africains ou ayant une solide connaissance de l'Afrique à des postes d'appui et de soutien.

C'est une équipe pluridisciplinaire multi-langues qui en plus du français et de l'anglais parlent et communiquent dans de très nombreuses langues africaines.

Les quinze spécialistes du groupe sont issus de treize pays différents qui sont : Benin - Burkina Faso - Côte-d'Ivoire - France - Ghana - Inde - Kenya - Mali - Niger - RD Congo - Royaume Uni - Sénégal - Tchad.

Cette composition éclectique est une richesse de ce groupe de Communication et cela fait sa force et sa particularité.

Cette expertise pluridisciplinaire unique est un atout indéniable comparé aux autres agences de communications. Et cela permet à ABC Global Communications de relever tous les défis et de mettre à la disposition de ces partenaires et de potentiels clients un savoir-faire et une efficacité à toute épreuve.

Faites confiance à ABC Global Communications et ensemble soyons efficace, professionnel, innovateur, authentique.

Nous construisons et consolidons votre rayonnement et votre avenir.

Rapports & Analyses



Royaume-Uni : remodeler la politique africaine du parti travailliste.

Traditionnellement, le parti travailliste britannique est plus centré sur l'Afrique que le parti conservateur. Et on s'attend à ce que le nouveau Premier ministre travailliste Keir Starmer relance cette relation.

Alors que l'attention mondiale est toujours focalisée sur la politique internationale : Les conflits Ukraine-Russie et Israël-Hamas, ainsi que les prochaines élections américaines et les ambitions de la Chine sur Taïwan, le gouvernement travailliste actuel dirigé par le Premier ministre Starmer continuera, espérons-le, à promettre davantage de financements à l'Afrique au-delà des 84 millions de livres sterling d'aide étrangère pour mettre fin à l'immigration irrégulière au Royaume-Uni.

UN BESOIN DE RENOUVEAU DANS LES RELATIONS ROYAUME-UNI-AFRIQUE.

Après le mandat de Tony Blair en tant que Premier ministre, le parti a été critiqué pour son manque de vision internationale. Mais l'actuel ministre des Affaires étrangères David Lindon Lammy, d'origine guyanaise, a travaillé dans le passé avec Tony Blair et Gordon Brown à partir de 2002 dans différents départements ministériels à des postes d'appui. Il y a des raisons de croire qu'il revitalisera l'axe Royaume-Uni-Afrique.

Les quatorze années de pouvoir du Parti conservateur britannique ont laissé des cicatrices sur cette relation.

L'ancien Département pour le Développement International (DFID) a fermé ses portes en septembre 2020. Ce département avait joué un rôle déterminant dans le soutien de la coopération britannique à l'Afrique. Et les programmes régionaux du DFID en Afrique ont fait une différence significative dans de nombreux pays africains.

La Commission pour l'Afrique, également appelée Commission Tony Blair pour l'Afrique, était une initiative du gouvernement britannique pour examiner et donner une impulsion au développement en Afrique. Et cette commission a également cessé de fonctionner et nous rappelons que ses principes clés étaient que « *le développement ne devrait pas être une question d'aide uniquement et devait être une question de partenariat et de gouvernance* ». Le parti travailliste peut-il à nouveau faire redémarrer cette relation en renforçant la connexion entre le Royaume-Uni et l'Afrique ?

UNE POLITIQUE AFRICAINE COHÉRENTE EST NÉCESSAIRE.

Alors qu'il était encore dans l'opposition, Keir Starmer savait qu'il devra inverser, lorsqu'il prendra ses fonctions, le manque de cohérence du Parti conservateur en matière de politique africaine.

À l'époque, il a encouragé son secrétaire d'État aux Affaires étrangères, David Lammy, à se rendre en Afrique et à commencer à réfléchir avec des spécialistes de différents Think Tanks. Dans une publication de mars 2023 intitulée « *Britain Reconnected: A Foreign Policy for Security and Prosperity at Home* », Lammy a écrit : « Ce serait une énorme erreur pour le Parti travailliste de négliger l'importance de l'Afrique », ajoutant que « *le continent est sur le point de connaître la croissance démographique la plus importante des décennies à venir* ».

Malgré les défis de la scène internationale, on s'attend à ce qu'avec le retour du Parti travailliste au pouvoir, les priorités changent légèrement en faveur de l'Afrique. Le parti s'y est préparé en s'entretenant avec de nombreux experts et spécialistes de l'Afrique au Royaume-Uni et à l'extérieur. C'est pourquoi David Lammy a déclaré : « *Nous développerons de nouvelles initiatives pour construire un partenariat dynamique avec les nations africaines, en reconnaissant la vaste trajectoire de croissance du continent* ». Et le manifeste du Parti travailliste s'est fait écho à cette analyse en disant : « *reconnaissant l'importance politique et économique croissante des pays africains, nous proposerons une nouvelle approche du continent pour favoriser les opportunités mutuellement avantageuse pour chaque partie à long terme* ».



LA NÉCESSITÉ DE REMODELER LA POLITIQUE BRITANNIQUE À L'ÉGARD DE L'AFRIQUE.

Les gouvernements conservateurs successifs de ces dernières années ont également souhaité accroître les échanges commerciaux et les opportunités d'affaires avec les pays d'Afrique. En janvier 2020, le gouvernement du Premier ministre Boris Johnson a organisé le premier sommet d'investissement Royaume-Uni-Afrique pour « *garantir que la demande croissante d'investissement du continent soit satisfaite par l'expertise et l'innovation du Royaume-Uni* ». Mais plus tard l'un de ses successeurs Rishi Sunak qui prévoyait d'organiser le deuxième sommet d'investissement Royaume-Uni-Afrique en avril 2024, a décidé, à la lumière de la tension politique et sociale interne, de reporter sine die le sommet sans proposer de nouvelles dates.

Il ne sera pas surprenant de voir un sommet ou un forum similaire organisé par le nouveau gouvernement travailliste actuel.

En 2024, dix des quinze économies ayant les croissances les plus rapides au monde sont africaines, selon Visual Capitalist, l'un des groupes de médias en ligne en pleine croissance.

Parmi ces pays, on trouve : le Niger, le Sénégal, la Libye, le Rwanda, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Bénin, la Gambie, l'Éthiopie et la Tanzanie. Ces chiffres sont basés sur les prévisions de croissance du PIB des Perspectives économiques mondiales d'octobre 2023 du FMI.

LE ROYAUME-UNI EST UN ACTEUR CLÉ DE L'AFRIQUE.

Et bien sûr, le Royaume-Uni compte bien exploiter cette opportunité.

C'est pourquoi Anneliese Jane Dodds, ministre d'État chargée du développement, des femmes et de l'égalité, a déclaré que « *le Royaume-Uni s'est engagé à renouer avec les pays africains, à écouter nos partenaires africains et à placer le commerce et la croissance au cœur de nos partenariats* ».

Une nouvelle aube se lève dans les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique, avec de l'espoir des deux côtés. Après le Brexit, le Royaume-Uni souhaite diversifier et renforcer davantage sa coopération avec les pays du sud qui incluent l'Afrique. Le Royaume-Uni devrait redevenir un défenseur du développement et de la croissance de l'Afrique.





Bénin : un secteur industriel moteur de croissance et de développement

Avec un PIB estimé en 2023 à 11 680 milliards FCFA, soit environ 19,4 Mds USD (FMI), le Bénin se classe depuis 2019 parmi les pays à revenu intermédiaire, avec un PIB par habitant évalué à 1411 USD. Avec une superficie de 13.066 Km² pour une population d'environ 13,4 millions d'habitants, le Bénin, ce petit pays ouest africain situé au bord de l'océan Atlantique, est en plein essor économique depuis plus d'une trentaine d'années. Et on se rappelle volontiers son historique Conférence des Forces Vives de la nation de février 1990, qui a donné le déclic à d'autres pays en Afrique pour l'organisation des conférences nationales souveraines.

L'économie béninoise dépend dans une large mesure d'une agriculture de subsistance, du commerce régional et de la production de coton, sa principale culture commerciale. Ce dernier secteur, représente environ près de 40 % du PIB et 80 % des recettes d'exportation du pays, et a grandement relevé le niveau de vie au Bénin, pays dont l'économie est essentiellement fiscale avec surtout un essor industriel remarquable, notamment grâce à ses ports en pleine expansion aspirant à devenir des hubs régionaux de grande importance.

En 2021, déjà, la valeur ajoutée dans le secteur de l'industrie s'établissait à 929,9 milliards de FCFA contre 872,8 milliards de FCFA en 2020, soit un taux d'accroissement de 6,54% contre 4,71% un an plus tôt (2). Cette transformation est le fruit d'une politique visant à positionner le Bénin comme un acteur majeur du commerce international en Afrique. Le pays bénéficie d'un positionnement géographique avantageux, comme précédemment indiqué, bordé par l'océan Atlantique et à proximité de pays enclavés comme le Niger, le Burkina Faso et le Mali.

DES INITIATIVES NOVATRICES POUR RENFORCER UN POSITIONNEMENT IDÉAL

Le Port autonome de Cotonou, récemment modernisé et agrandi, offre des facilités logistiques avancées et une capacité de traitement accrue, ce qui réduit considérablement les délais de transit.

En conséquence, il devient un point de passage privilégié et concurrentiel pour les marchandises destinées à l'intérieur du continent africain, notamment vers les pays enclavés. Grâce à des investissements massifs consentis dans l'infrastructure portuaire, le Bénin a su moderniser ses installations pour répondre aux normes internationales en matière de commerce et de logistique. Ses frontières maritimes et terrestres stratégiques permettent au port de Cotonou de servir de point d'entrée et de sortie pour le commerce intra-africain.

Le pays bénéficie également d'une stabilité politique relative et de réformes économiques favorisant un climat d'affaires attractif pour les investisseurs étrangers. Ce contexte offre une opportunité unique pour le Bénin de se positionner comme un centre logistique régional.

Parallèlement à l'essor des activités portuaires, le Bénin s'est engagé dans une démarche d'industrialisation progressive en créant des zones industrielles modernes et attractives pour les investisseurs nationaux et étrangers. Les récentes réformes et investissements dans le port de Cotonou dont la gestion a été confiée à des opérateurs internationaux possédant une expérience avérée en la matière, témoignent de la volonté du gouvernement béninois de transformer cette infrastructure en un hub de premier plan.

Ce choix a facilité l'introduction dans le système de pratique de gestion moderne et efficace favorisant des travaux d'expansion, notamment la construction de nouveaux quais, l'acquisition d'équipements de manutention de dernière génération et l'amélioration des infrastructures routières et ferroviaires reliant le port à l'intérieur du pays.

GLO-DJIGBÉ, UNE ZONE INDUSTRIELLE MODERNE QUI S'APPUIE SUR LA PRODUCTION LOCALE

La localité de Glo-Djigbé située à 45 km de Cotonou, abrite une zone industrielle dédiée à la transformation locale de produits agricoles tels que le coton, les noix de cajou, l'ananas, les noix de karité et le soja, etc. C'est une gigantesque « *plateforme logistique et industrielle intégrée et conceptualisée pour la mise à disposition de parcelles industrielles, d'entrepôts, de parkings pour camions et d'installations de manutention de conteneurs* ».

Glo-Djigbé ambitionne de mettre en valeur les nombreuses potentialités du Bénin, pour maximiser la transformation industrielle. Premier producteur de coton graine en Afrique, et le dixième au niveau mondial, avec plus de 700.000 tonnes de récolte en 2020, le Bénin prévoit de multiplier sa production en 2024. Cela constitue une opportunité exceptionnelle pour les produits de coton, avec le label « *Made in Benin* ».



Il y a aussi l'anacarde, deuxième culture d'exportation, après le coton, dont la qualité très appréciée sur les marchés régionaux et internationaux. Le Bénin est aussi le 3ème plus grand producteur d'ananas au monde, avec une valeur brute de 50 millions de dollars US et une valeur potentielle de l'exportation, après transformation, de 200 millions dollars US. Le beurre de karité, dont le Bénin est le 6ème producteur en Afrique de l'Ouest, avec une valeur de la transformation potentielle à l'exportation de 200 millions dollars US, est généralement utilisé comme huile de cuisson ou savon, est largement exporté vers l'Europe, où il est utilisé en chocolaterie, en cosmétologie et en pharmacologie.

La Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ) dont l'objectif principal est la création d'un environnement favorable aux investissements industriels et l'appui administratif et fiscal pour la réalisation de projets d'entreprises au Bénin, devrait pourvoir environ 300 000 emplois directs d'ici 2030, pour un investissement d'au moins 1,4 milliards de dollars américains au cours de sa première phase de développement. Cette initiative, fruit d'un partenariat public-privé entre la République du Bénin et l'ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), vise à concevoir, financer et exploiter la zone industrielle Glo-Djigbé pour en faire un modèle de développement international.

En marge d'une visite sur le site fin juillet 2022, le Président français Emmanuel Macron, s'est dit convaincu que la GDIZ « met le Bénin sur la voie d'une économie de l'industrie et de la transformation [...] d'une valeur ajoutée produite en Afrique, profitant aux africains. »

En effet, elle offre des avantages subséquents aux investisseurs, notamment une exonération permanente de 100% de l'impôt sur les sociétés (au lieu de 5%), de la taxe professionnelle et de la taxe sur les licences, une exonération à 100% de l'impôt sur les salaires des employeurs (dans le cas contraire, jusqu'à 33%), une exonération à 100% de la TVA sur les matières premières introduites dans la zone (au lieu de 18%).

DES INFRASTRUCTURES DE CHOIX ET DES CONDITIONS ENTREPRENEURIALES AVANTAGEUSES

La modernisation inclut également l'adoption de technologies pour améliorer l'efficacité opérationnelle. Le port utilise désormais des systèmes de gestion informatisés pour le suivi des cargaisons, réduisant ainsi les temps d'attente et les coûts opérationnels.

Des initiatives comme le guichet unique électronique facilitent les procédures douanières, réduisent la lenteur dans le traitement des dossiers et surtout limitent la corruption, rendant le port plus crédible, compétitif et attractif pour les importateurs et exportateurs.

L'amélioration des infrastructures portuaires a eu un effet d'entraînement sur l'industrie locale. L'implantation de zones industrielles près du port favorise l'installation d'entreprises dans des secteurs variés tels que la transformation agroalimentaire, la fabrication de textiles, et l'assemblage de produits électroniques. Ces zones bénéficient d'incitations fiscales attractives, d'une proximité logistique avec le port, et d'une main-d'œuvre qualifiée. La réduction des coûts logistiques et des délais d'acheminement stimule les exportations béninoises. Les produits agricoles, notamment le coton, l'ananas, et le karité, trouvent plus facilement des débouchés sur les marchés internationaux, augmentant ainsi les recettes d'exportation du pays.



Cette dynamique positive contribue à diversifier l'économie béninoise et à réduire sa dépendance aux importations. La vision à long terme du Bénin est de créer un réseau logistique intégré, reliant le port de Cotonou à un système de transport terrestre efficace qui desserve les pays voisins. Des partenariats avec les pays voisins et des investissements dans les infrastructures routières et ferroviaires sont essentiels pour concrétiser cette vision. En parallèle, le développement de services logistiques avancés, tels que les plateformes de distribution et les centres de stockage, renforcera la capacité du port à répondre aux besoins croissants des entreprises régionales.

RENFORCER LA COOPÉRATION SOUS-RÉGIONALE ET INTERNATIONALE.

La formation continue des professionnels du secteur et l'adoption de technologies de pointe, comme la digitalisation des procédures douanières, sont également des leviers indispensables pour maintenir et accroître la compétitivité du Port autonome de Cotonou.

Son développement en tant que hub régional ne peut se faire sans une coopération accrue avec les pays voisins. Le Bénin devra davantage s'engager dans des partenariats stratégiques avec des pays comme le Nigeria, le Togo et le Ghana, etc., pour harmoniser les politiques douanières et faciliter les échanges commerciaux.

Des initiatives régionales, telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), renforcent également le potentiel du port de Cotonou et intègrent le Bénin dans un marché commun plus vaste. De plus, la coopération internationale avec des organismes comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement permet de financer des projets d'infrastructures essentiels. Ces partenariats fournissent non seulement les fonds nécessaires, mais aussi l'expertise technique pour mener à bien les projets de modernisation et d'expansion.



Malgré les progrès notables, plusieurs défis demeurent. En effet, l'économie est largement dépendante des exportations de produits agricoles non-transformés (coton, noix de cajou) et de la réexportation de biens et produits de base importés (voitures d'occasion, riz, etc.) vers le Nigeria. Près de 85 % de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle. Les autres filières, notamment de la noix de cajou, la noix de karité, du café, et des produits issus du palmier, l'ananas et le cacao sont encore léthargiques et mériteraient d'être boostées.

La nécessité d'améliorer continuellement les infrastructures de transport terrestre pour relier efficacement le port aux pays enclavés est cruciale

. Le renforcement de la sécurité maritime pour lutter contre le piratage maritime et la lutte contre la corruption sont également des priorités pour garantir un environnement commercial transparent. L'avenir du Bénin en tant que hub régional repose sur sa capacité à surmonter ces défis et à maintenir une vision à long terme. Les initiatives de formation continue pour le personnel portuaire et logistique, l'adoption de technologies vertes pour un développement durable, et l'engagement envers des pratiques de gouvernance transparentes sont essentiels pour assurer la pérennité de cette ambition.

Sources:

- (Gouvernement du Bénin (Publié le 18 juillet 2023) [[Lien](#)])
- Chiffres clés Industrie, mars 2023 CCIB [[Lien](#)]
- Site de la Zone industrielle de Glo-Djigbé [[Lien](#)]

Analyse d'Audience du Site Web et des Réseaux Sociaux : Un Bilan Prometteur

Le site web d'ABC Global Communications , lancé le **19 mai 2024** en version bilingue, a enregistré une audience encourageante dans ses premiers mois d'existence. À ce jour, le site a attiré **446 visiteurs uniques** qui ont consulté les pages du site **1 920 fois**, avec une durée moyenne de consultation de **41 secondes**. Ce chiffre indique que chaque utilisateur a visité le site un peu plus de quatre fois en moyenne, un signe positif quant à l'intérêt suscité par le contenu proposé.



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ET THÉMATIQUES COUVERTES

Les utilisateurs du site proviennent principalement des **États-Unis, de l'Allemagne et du Burkina Faso**. Cette diversité géographique reflète une portée internationale, soulignant l'attrait global des thématiques abordées.

Les publications sur le site couvrent des sujets variés et pertinents, allant du **potentiel minier, agricole, touristique, et industriel, au service de la croissance économique en Afrique, jusqu'aux coopérations économiques entre l'Inde, le Royaume-Uni et l'Afrique, ainsi qu'à la condition des femmes en zones de conflit**.

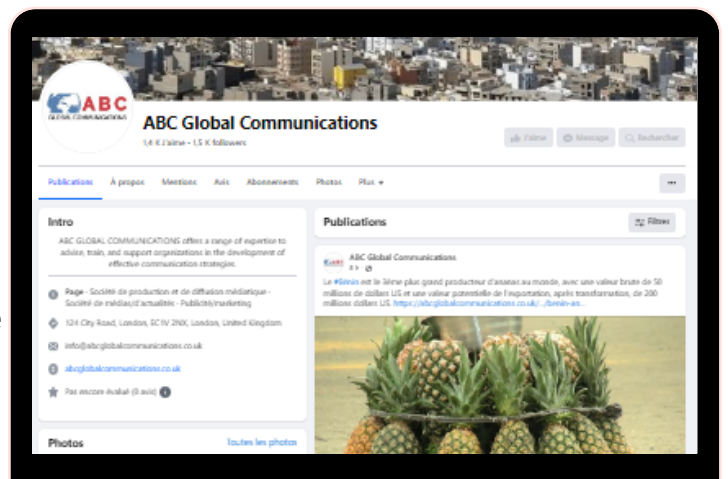
Ces contenus sont orientés vers l'analyse et le reportage, et couvrent des pays tels que le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la RD Congo, le Bénin, Djibouti, l'Inde et le Royaume-Uni.

STRATÉGIE DE DIFFUSION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

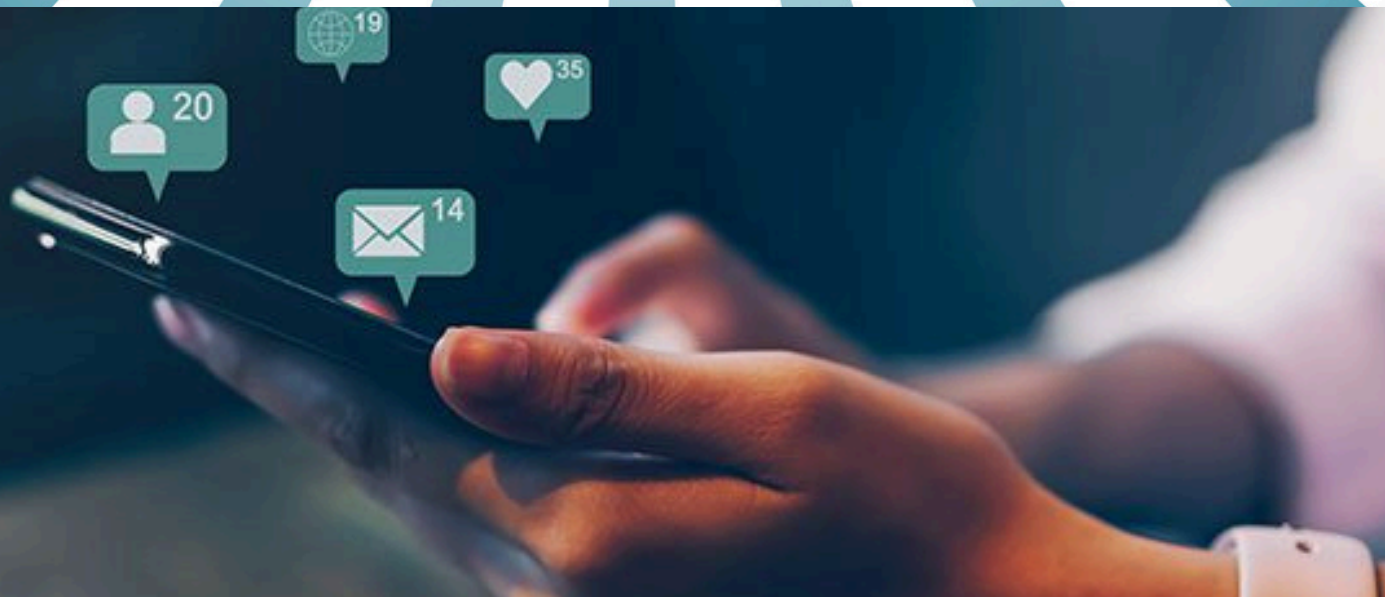
Afin de maximiser la visibilité des publications, le site web s'appuie sur une stratégie de diffusion via les plateformes de médias sociaux telles que Facebook, X (anciennement Twitter) et LinkedIn. Sur Facebook, le site bénéficie de sa plus forte croissance d'audience avec **1 539 abonnés**, dont une large majorité d'hommes (**85,10%**) et une minorité de femmes (**14,90%**). Ce canal semble être le plus performant en termes de collecte d'abonnés, ce qui pourrait s'expliquer par l'attrait visuel et la facilité de partage des contenus via cette plateforme.

Sur **X** (anciennement Twitter) et **LinkedIn**, la progression de l'audience est plus lente, mais tout de même positive. Ces plateformes, qui sont traditionnellement orientées vers des audiences plus professionnelles ou intéressées par les débats d'idées, semblent offrir un terrain fertile pour un développement progressif et soutenu de l'audience du site.

En conclusion, les premiers résultats d'audience du site web et de ses extensions sur les réseaux sociaux sont prometteurs. La diversité géographique des visiteurs et la résonance des thématiques abordées témoignent d'un intérêt croissant pour les analyses et reportages proposés. Les réseaux sociaux, en particulier Facebook, jouent un rôle clé dans la stratégie de diffusion, même si des efforts supplémentaires pourraient être déployés pour accélérer la croissance sur X et LinkedIn. Ces plateformes offrent des opportunités d'expansion de l'audience, notamment auprès des professionnels et des publics plus spécialisés.



Activités et projets à venir



1

Préparation d'une soumission pour des services de communication dans le cadre d'un projet de la Fondation Bill & Melinda Gates.

2

Préparation d'un dossier d'appel à candidature pour L'Union européenne et ONU Femmes qui se sont associées pour lancer un nouveau programme intitulé : *Advocacy Coalition Building and Transformative Feminist Action (ACT) to End Violence Against Women*.

3

Réception d'une sollicitation pour un contrat à long terme pour faire de la traduction de documents officiels pour une ONG internationale travaillant sur l'Afrique.

4

Discussions en cours avec le Centre national de presse Norbert Zongo (CNP-NZ) au Burkina pour un partage d'expertise et d'expérience sur les défis du journalisme en Afrique de l'Ouest.

Nous partagerons plus d'informations sur ces différentes activités dans nos prochaines éditions.



© 2024 ABC Global Communication. All Rights Reserved.

United Kingdom

ABC GLOBAL COMMUNICATIONS – 124 City Road, London, EC1V 2NX

T: +44 20237 25323

E:info@abcglobalcommunications.co.uk